Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 4 octobre 2016

n° 19226

Klaus Iohannis : « Je ne désignerai jamais au poste de Premier ministre une personne poursuivie, condamnée en justice ou ayant un autre problème d'intégrité ».
Affaires dite « Microsoft » : trois personnes, dont un ancien ministre, condamnées.
Alina Gorghiu, présidente unique du Parti national libéral (PNL).

Elections législatives. Le Président Klaus Iohannis a déclaré aujourd'hui qu'il ne désignerait pas au poste de Premier ministre, après les élections législatives du 11 décembre, une personne faisant l'objet de poursuites ou de condamnations pénales, ou ayant d'autres problèmes intégrité. « La classe politique doit se réformer, il nous faut des hommes politiques propres et ce sera le critère éliminatoire. (…) Quelle que soit la personne proposée, je ne désignerai pas de personne poursuivie ou condamnée », a déclaré Klaus Iohannis. Il a également précisé qu'il désignerait une personne compétente et bénéficiant du soutien d'une majorité parlementaire (*Agerpres*).

Un sondage commandé par le Parti national libéral (PNL) et réalisé avant l'inculpation pour corruption la semaine dernière de son ancien dirigeant, Vasile Blaga, indique que le Parti social-démocrate (PSD) en tête des intentions de vote aux élections législatives avec 38%, suivi par le PNL avec 30%, l'Union Sauvez la Roumanie (USR) avec 9%, l'Alliance des libéraux et démocrates (ALDE) avec 5,5%, l'Union démocrate des Magyars de Roumanie (UDMR) - 5% et le parti « Mouvement populaire » (PMP) - 4%. Le sondage prévoit également un taux de participation très faible (29%) (*HotNews.ro*).

Alina Gorghiu, présidente du PNL, a déclaré que le sondage montrait que l'électorat roumain voyait une « forte compatibilité » entre le PNL et Dacian Ciolos que le public voudrait voir continuer en tant que chef du Gouvernement. « La perception du public est la suivante : le PNL est le parti qui soutient le plus le gouvernement de Dacian Ciolos. L'électorat voit également une forte compatibilité entre le PNL et le Premier ministre Dacian Ciolos et veut que Dacian Ciolos soit reconduit en tant que Premier ministre. La balle est désormais dans le camp de Dacian Ciolos », a déclaré la dirigeante libérale, précisant que le PNL était favorable à la reconduite de l'actuel Premier ministre (*Mediafax*).

Peter Kovacs, président exécutif de l'Union démocrate des Magyars de Roumanie (UDMR), a annoncé que sa formation politique proposait de renouveler son équipe de parlementaires pour répondre aux attentes de son électorat. A cet effet, la moitié de ses candidats éligibles seront des personnes n'ayant pas occupé de poste de parlementaires par le passé. L'UDMR a également décidé de renforcer la collaboration avec le parti civique magyar (PCM), dont deux membres figureront sur les listes des candidats UDMR à Covasna et à Mureș (*Agerpres*).

Dragoş Pîslaru, ministre du Travail, est le deuxième membre du Gouvernement de Dacian Ciolos (après Cristian Ghinea, ministre des Fonds européens) qui reconnait avoir discuté avec l'Union Sauvez la Roumanie (USR) de sa possible candidature aux législatives sur les listes de l'USR. Il a précisé qu'il annoncerait sa décision « dans les deux semaines à venir » (*Gândul.info*).

Affaire Microsoft. La Haute cour de cassation et de Justice (ICCJ) a prononcé hier les premières condamnations définitives dans le cadre de l'affaire de corruption dite « Microsoft », portant sur l'achat irrégulier de licences et équipements informatiques par l'Etat dans les années 2000. Un ancien ministre et trois hommes d'affaires ont été condamnés à des peines allant jusqu'à six ans de prisons ferme et à la confiscation d'un

montant cumulé de 17 millions d'euros. Ils étaient accusés d'avoir demandé plus de 26 millions d'euros au distributeur roumain de produits Microsoft en échange de l'acquisition ou la prolongation de licences informatiques par des institutions publique.

Gabriel Sandu, ancien ministre des Communications (2008-2010), a été condamné à trois ans de prison ferme, alors que Gheorghe Ștefan, maire de la ville de Piatra Neamț (nord-est de la Roumanie) a été condamné à six ans de prison ferme. Des peines de deux ans et quatre mois de prison ferme ont été infligées aux hommes d'affaires Dorin Cocos et Nicolae Dumitru. Huis anciens ministres sont poursuivis dans le cadre d'un autre volet de cette affaire relatif à la période 2001-2005 (*Agerpres*, *Mediafax*, *AFP*).

La presse a massivement relayé les déclarations de Gabriel Sandu, l'ancien ministre des Communications, dénonçant une « exécution politique ». « Il n'y a pas de ministre en Roumanie qui ait été nommé sans la condition de devoir financer les partis politiques. 100% des ministres roumains ont eu l'obligation de financer les partis et de nommer les personnalités proches des partis [aux postes dans les institutions publiques]. Toute cette histoire montre que certains d'entre nous doivent maintenant répondre [pour leurs actions], alors que les autres… Pensez au fait que la seule campagne présidentielle coûte 60 millions d'euros. Et qu'il n'y a aucun parti politique qui paie moins d'un million d'euros par département pour sa campagne électorale aux législatives. D'où vient tout cet argent ? Tout cet argent est assuré par les proches du parti nommés aux postes dans les institutions publiques » (*Mediafax*, *Evenimentul Zilei*, *România TV*, *Antena 3*).

Présidence unique du Parti national libéral. La députée Alina Gorghiu, actuelle co-présidente du PNL, a été désignée samedi dernier assurer la présidence unique du Parti national libéral (PNL) jusqu'au prochain congrès, prévu en 2017. Vasile Blaga, ancien co-président du PNL, a démissionné la semaine dernière, accusé par la Direction nationale anti-corruption de trafic d'influence liée au financement de la campagne électorale pour les élections législatives de 2012. Gheorghe Falcă, vice-président du PNL et maire de la ville d'Arad (ouest de la Roumanie), a été désigné coordonnateur de la campagne électorale pour les législatives du 11 décembre 2016 (*Gândul.info*).

Infrastructures. La Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie (CCIFER) a organisé une conférence internationale intitulée « L'infrastructure des routes de demain », à la suite du lancement du Livre blanc des constructions. « L'infrastructure est la clé du développement », a déclaré à cette occasion François Coste, président de la CCIFER. « Un pays sans un système d'infrastructures développé ne pourra pas trouver de place privilégiée dans l'économie européenne. Les infrastructures de la Roumanie soulèvent des interrogations chez les nouveaux investisseurs et c'est dommage parce que la Roumanie a beaucoup d'opportunités à offrir » (*Agerpres*).

Sécurité européenne. Une délégation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Roumanie de l'Assemblée populaire nationale algérienne (APN) effectue une visite en Roumanie. La délégation de l'APN, dirigée par M. Benabdallah Medjdoubi, président du groupe d'amitié, s'est entretenu avec Daniela Gîtman, secrétaire d'Etat chargée des affaires globales au ministère des Affaires étrangères, pour discuter des questions bilatérales, mais aussi de la sécurité européenne et des évolutions au sud de l'UE (*Agerpres*)

Roumanie, l'invitée du Festival Europalia 2019. La Roumanie s'apprête à participer en 2019 au prestigieux festival d'art Europalia International. Un protocole d'entente a été signé aujourd'hui à Bucarest à cet effet par les autorités roumaines avec la direction du festival, en présence de l'ambassadeur de Belgique, Thomas Baekelandt, par le ministre des Affaires étrangères roumain, Lazar Comanescu, la ministre de la Culture, Corina Suteu et le président de l'Institut culturel roumain, Radu Boroianu (*Radio Romania Actualitati*, *Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Christophe Dridi, un manager français avec 23 ans d'expérience à Renault et Nissan, a été nommé à la direction de l'usine Renault-Dacia de Mioveni (sud de la Roumanie), étant chargé de la production de nouveaux modèles Dacia (*Ziarul Financiar*).

- «Expatrié en Roumanie : Michel Champion - Un boucher français à Pipera » (*Le Petit Journal de Bucarest*).

- Le professeur Jacques Le Rider sera l'invité de la cinquième édition du Festival international de littérature de Timisoara (FILTM), un projet international qui aura lieu du 25 au 28 octobre à Timisoara (*Cotidianul*)

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie